

M. Allmand: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

M. le Président: A l'ordre.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

M. WADDELL—LA RÉCLAME TÉLÉPHONIQUE PAR ORDINATEUR

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, je voudrais soumettre une pétition dans laquelle des citoyens de Vancouver-Kingsway, dont Eileen Sayman, Lloyd Fox, Harold et Phyllis Boalch, déclarent humblement que la vente par téléphone, plus particulièrement les appels déclenchés par ordinateur, sont une invasion de leur vie privée et que ces appels par ordinateur se font de plus en plus fréquents dans ma circonscription. Les soussignés demandent donc que le CRTC mette un terme à ces appels et examine en général la question de la réclame téléphonique par ordinateur.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. John Evans (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président c'est un grand jour pour le député de York-Sunbury (M. Howie), car on répond aujourd'hui aux questions n^{os} 12, 91, 381, 393, 570, 572 et 589.

[Texte]

LE RECRUTEMENT DE FRANCOPHONES

Question n^o 12—**M. McKenzie:**

1. Y a-t-il eu des lettres échangées entre le président du sous-groupe SGPE, M. R. W. B. Bailey, et le sous-ministre adjoint de la Consommation et des Corporations, M. R. Gagnon, datées respectivement des 17 et 19 février 1982, au sujet d'une équipe chargée de recruter des francophones?

2. Les faits mentionnés dans cette correspondance sont-ils exacts et, sinon, a) comment différent-ils, b) quels sont-ils?

3. Le ministère a-t-il une telle équipe de recrutement au sein du sous-groupe SPGE et, si oui, au sein de quels autres sous-groupes, bureaux, directions ou divisions en a-t-il?

4. Le ministère a) de l'Agriculture, b) des Communications, c) de la Consommation et des Corporations, d) de l'Emploi et de l'Immigration, e) de l'Énergie, des Mines et des Ressources, f) de l'Environnement, g) des Affaires extérieures, h) des Finances, i) des Pêches et des Océans, j) des Affaires indiennes et du Nord canadien, k) de l'Industrie et du Commerce, l) de la Justice, m) du Travail, n) de la Défense nationale, o) de la Santé nationale et du Bien-Être social, p) des Travaux publics, q) de l'Expansion économique régionale, r) du Revenu national, s) du Secrétariat d'État, t) du Solliciteur général, u) des Approvisionnements et Services, v) des Affaires des anciens combattants, w) le Conseil du Trésor, x) le département d'État aux Sciences et à la Technologie, y) la Société canadienne des postes, ont-ils des équipes chargées de recruter un certain pourcentage de francophones et, si oui, (i) combien dans chaque cas (ii) quel est l'effectif de chaque équipe (iii) combien en coûte le fonctionnement?

Questions au Feuilleton

5. Pour chacun des ministères et pour la société énumérés en 4, quelles écoles et universités les équipes de recrutement visitent-elles dans chaque province et territoire?

6. Pour chacun des ministères et pour la société énumérés en 4, quels autres groupes d'employés les équipes de recrutement visitent-elles et dans quels territoires et provinces?

M. Maurice Foster (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor): Monsieur le député n'est pas sans savoir que déjà plusieurs mois avant la date de sa question, la Cour fédérale d'appel était saisie de divers éléments de celle-ci, et que ses délibérations continuent. Le gouvernement n'est donc pas en mesure de traiter davantage de la question.

CONSEIL DU TRÉSOR—LES PERSONNES AFFECTÉES AUX RELATIONS PUBLIQUES

Question n^o 91—**M. Howie:**

Combien de personnes affectées aux relations publiques, aux relations avec les médias ou à la publicité le Conseil du Trésor emploie-t-il?

M. Maurice Foster (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor): Six.

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES—LES SERVICES JURIDIQUES

Question n^o 381—**M. Howie:**

1. Le ministère de la Justice assure-t-il des services juridiques à la Société canadienne des postes et, si oui, a) quel est le coût estimatif de ce service pour la présente année financière, b) combien en a-t-il coûté au cours de la dernière année financière?

L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice): Le ministère de la Justice assure les services juridiques à la Société canadienne des postes dont les coûts sont recouvrables. a) \$815,000. b) \$607,000.

LA COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE

Question n^o 393—**M. Howie:**

La Commission canadienne des droits de la personne a-t-elle eu besoin d'employés supplémentaires pour mettre en œuvre les amendements proclamés récemment à la Loi canadienne sur les droits de la personne et, si oui, a) de combien, b) quel en a été le coût estimatif?

L'hon. Mark MacGuigan (ministre de la Justice): En ce qui concerne la Commission canadienne des droits de la personne: a) 30 années-personnes pour la période 1983-1984 à 1986-1987. b) Le coût total estimatif est de \$1,548,000 dont \$950,000 est consacré aux salaires pour une période de quatre années.

LE CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Question n^o 570—**M. Howie:**

Quels sont les a) nom, b) fonctions des membres de la direction et du conseil d'administration du Centre de recherches pour le développement international et, dans chaque cas, combien a-t-on payé à l'intéressé à l'égard de ce poste au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1983?